

## Il pourrait y avoir une alternative au "backstop" pour Boris Johnson



Boris Johnson espère pourtant obtenir un accord avant le prochain sommet européen le 17 et 18 octobre prochain.

Avec Atlantico  
Rédaction

Si Boris Johnson compte bien faire quitter le Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 octobre, "no deal" ou pas, il juge inadmissible le "backstop", cet accord qu'avait passé Theresa May avec les 27. Le backstop concerne la situation des deux Irlandes : le respect de l'accord de paix de Belfast c'est-à-dire l'absence de frontière physique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord comme entité britannique, le Common Travel area et l'intégrité du marché unique européen.

C'est alors qu'arrive une solution pour Boris Johnson. Sur un blog allemand, le verfassungsblog, il est dit que plusieurs professeurs auraient trouvé une alternative au "backstop". Selon eux, il faudrait introduire une infraction consistant à faire entrer en République d'Irlande des marchandises qui ne rempliraient pas les exigences douanières et sanitaires de l'Union européenne.

En cas d'infraction constatée, les tribunaux britanniques devront agir efficacement. La même infraction serait introduite en Irlande. En cas d'introduction au Royaume-Uni via l'Irlande du Nord d'une marchandise qui ne satisferait pas aux critères douaniers et sanitaires des lois britanniques, la loi devra s'appliquer et ce sera en dehors du ressort de la Cour de justice européenne.

Il y aurait une absence de frontière entre les deux Irlandes. Ces professeurs proposent que des centres de conformité aux standards européens soient installés dans le territoire britannique afin d'aider les entreprises à se mettre aux normes. Ce serait réciproque en République d'Irlande. Les douaniers des deux Irlandes pourront alors coopérer.

Les discussions à ce sujet sont cependant très loin d'être amorcées entre Boris Johnson et les 27.